

Un G30 wallon entre au Parlement

Le Parlement wallon va inviter 30 citoyens à rejoindre la « maison » des élus pour un vrai dialogue politique. Un panel citoyen... Est-ce bien le moment ?

● **Pascale SERRÉ**

«**A**vant, j'entendais les candidats demander aux citoyens : "Donnez-moi votre voix !", se souvient le président du Parlement wallon André Antoine. Aujourd'hui, ils n'ont plus envie de la donner. » La prêter, à la rigueur. La reprendre, si l'occasion se présente.

Dans la foulée de certains efforts entrepris pour rapprocher le citoyen du monde politique (ou le politique du citoyen), le Parlement wallon va donc tenter le panel citoyen : 30 Wallons seront sélectionnés pour débattre des enjeux du vieillissement et remettre des propositions aux députés. Ça se passe le 21 avril, le 29 avril, le 6 mai et le 12 mai.

1. Trente comme... au G1000 La Belgique avait eu son G1000 en 2011 sur la sécurité sociale, la répartition du bien-être, l'immigration et l'énergie durable. La Wallonie va avoir son G30 sur les enjeux du vieillissement de 2025 à 2045. Notons au passage que, dans sa 3^e phase, le panel citoyen du G1000 ne comptait lui-même pas plus de 32 personnes pour définir des propositions concrètes.

2. Quatre jours en immersion Grosse différence avec le G1000 : l'initiative n'est pas citoyenne, mais politique. C'est le Parlement wallon qui invite. Au terme d'une procédure de sélection (lire ci-contre « Vite

dit »), les 30 Wallons vont travailler quatre jours en immersion dans l'enceinte même du Parlement wallon. Ils seront confrontés à un vrai processus de délibération politique. Un échange est prévu le dernier jour avec les ministres concernés et les chefs de groupe.

3. « L'onde de choc Publifin » Curieux tempo tout de même : alors qu'on baigne dans le malaise Publifin, on invite les citoyens à se frotter au travail politique, à s'immerger dans le débat, à se rapprocher, être mieux vus, entendus... André Antoine est assez relax par rapport à ça. « La décision de principe date du 30 juin 2016, donc avant le constat des dysfonctionnements liés à Publifin. Néanmoins, est-ce le bon moment ? Il faut mesurer l'acuité et l'onde de choc terrible de Publifin », prévient-il. Ainsi, si les jeunes rhétoriciens qui viennent passer la journée au Parlement wallon ne savent rien de la fusion des Communes, ils ont tous entendu parler de Publifin. « Et leur première question, c'est "Combien gagnez-vous ?" Oui, justement, c'est le bon moment. La crise démocratique nous impose plus que jamais de balayer devant notre porte. C'est quand la maladie est là qu'on a besoin de la médecine », pose André Antoine.

4. Les conditions de la réussite Brcf, au départ d'une contrainte, il y aurait une opportunité à saisir. Ce panel citoyen à 30 est présenté comme un banc d'essai. « Une opération capitale qu'il faut réussir si on veut la reproduire », insiste le président du Parlement wallon. Comment saura-t-on que l'opération est réussie ? André Antoine évoque l'engouement des 30 sélectionnés, la qualité des échanges, les résolutions qui seront soumises aux élus... « Et à titre personnel, j'ajoute que la réussite sera plus complète si certaines résolutions sont transformées en décisions. » ■

VITE DIT

Procédure Le panel citoyen commence par... un **sondage** auprès de 1 000 Wallons. Il est en cours. Les questions portent sur le vieillissement (l'âge de la pension, les soins, l'accompagnement, l'assurance autonomie...). Une **enquête audiovisuelle** va suivre. Elle permettra d'entendre en 20 minutes une quarantaine de Wallons. Ensuite, on sélectionnera 30 personnes parmi les sondés. La **sélection** dans le respect de la diversité sera assurée par l'Institut Jules Destrée. Certains travaux seront filmés et retransmis sur le site du Parlement.

Coût Une indemnité de 205 €/jour (soit le jeton de présence maximal du conseiller communal) est prévue pour les citoyens présents. Les frais de déplacement sont remboursés. Si on additionne cette charge au coût du sondage et de l'enquête audiovisuelle, on en arrive à un budget de 125 000 €.

Encadrement Les travaux seront menés au départ de documents de base. Notamment une enquête de l'UCL sur les enjeux du vieillissement de 2025 à 2045, commandée par l'Institut wallon de la prospective (Iweps). Un comité d'experts issus des universités francophones accompagnera les citoyens dans leurs travaux.